Document generated on 07/17/2025 10:51 a.m.

Bulletin d'histoire politique

Fernand Dumont et le Québec : un entretien avec Georges Leroux

Autour de Genèse de la société québécoise

Serge Cantin and Stéphane Stapinsky

Volume 9, Number 1, Fall 2000

Présence et pertinence de Fernand Dumont

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1060424ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1060424ar

See table of contents

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Cantin, S. & Stapinsky, S. (2000). Fernand Dumont et le Québec : un entretien avec Georges Leroux : autour de Genèse de la société québécoise. *Bulletin d'histoire politique*, *9*(1), 16–28. https://doi.org/10.7202/1060424ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Fernand Dumont et le Québec : un entretien avec Georges Leroux*

En mai 1995, deux ans avant sa mort, Fernand Dumont accordait un entretien à Georges Leroux dans le cadre de la série *Passages* diffusée sur la chaîne culturelle de la radio de Radio-Canada. La première partie de cet entretien portait sur *Genèse de la société québécoise* publié deux années plus tôt ; la seconde, sur *Raisons communes* qui venait alors tout juste de paraître. Vu la place centrale qu'occupent ces deux ouvrages dans l'ensemble de la réflexion de Fernand Dumont sur le Québec, nous avons cru à-propos d'offrir, en guise d'introduction au présent dossier, le contenu intégral de cet entretien réalisé quelques mois avant le dernier référendum sur la souveraineté du Québec.

Nous tenons à remercier la Société Radio-Canada de nous avoir cédé gracieusement les droits de transcription de l'entretien pour les fins de ce dossier dans le *Bulletin d'histoire politique*. Nos remerciements vont également à Georges Leroux, à qui nous devons ce précieux entretien, ainsi qu'à Sébastien Lefebvre pour l'aide qu'il a apportée à sa transcription. Devant l'impossibilité de soumettre à l'approbation de monsieur Dumont une version plus « écrite » de cet entretien, nous avons décidé de respecter le caractère parlé inhérent à la forme des entretiens, sauf à intervenir de temps à autre pour en faciliter la lecture.

Serge Cantin et Stéphane Stapinsky

---

* Georges Leroux est professeur au département de philosophie de l'UQAM.

Autour de *Genèse de la société québécoise*

La référence

Georges Leroux : Dans ce livre, *Genèse de la société québécoise*, vous vous intéressez à ce que vous appelez la « construction d'une référence ». Pour débuter notre entretien, j'aimerais que vous nous parliez un peu de cette idée de la référence. En quoi consiste cette référence qu'une société cherche à se donner ?

Fernand Dumont : Pour moi c'est une idée extrêmement importante, car on peut se trouver, en principe tout au moins, devant un ensemble d'individus qui sont reliés par des relations interpersonnelles, ou encore qui font partie d'une organisation qui leur assigne des statuts et des rôles plus ou moins complémentaires. Ce sont là des formes de relation faciles à percevoir. Mais lorsqu'on se trouve devant des réalités aussi mystérieuses qu'une nation, une classe sociale, ou encore l'Occident, comment les définir ? À première vue, les individus qui les composent ne sont pas en relation les uns avec les autres, ils ne reçoivent pas non plus des rôles ou des statuts bien précis qui les mettraient en relation. Alors qu'est-ce qui les réunit, sinon le report à un discours (prenons ce mot très général, quitte à l'analyser un peu plus) auquel ils adhèrent. Ce discours-là, c'est à la fois un ensemble de symboles, de mythes — si on prend le mot mythe dans un sens positif — d'idéologies, et aussi de mémoires fabriquées avant tout par les historiens puisque les traditions au sens ancien ont disparu. Voilà ce qui tout ensemble compose ce que j'appelle la référence : c'est-à-dire le fait que des individus intègrent dans leurs comportements, dans leurs discours, une identité, qu'ils croient — je dis bien qu'ils croient — partager avec d'autres. La nation en est un exemple ; on pourrait prendre le cas des classes sociales qui est exactement du même genre : un ouvrier de Chicoutimi n'a pas nécessairement rencontré un ouvrier de Montréal et pourtant, pensons-nous, il appartient à la même classe sociale.

Georges Leroux : Quand vous faites la genèse de la société québécoise, vous analysez donc la construction de cette référence. À quel moment peut-on penser que cette référence est achevée ; y a-t-il un moment où elle est complète ?

Fernand Dumont : Moi j'ai fait l'hypothèse qu'elle était complète — ce qui ne veut pas dire définitive puisque l'histoire continue par la suite — dans le deuxième tiers du XIXe siècle. Pourquoi le deuxième tiers du XIXe siècle ? Parce qu'à ce moment-là apparaissent les premières constructions

d'une mémoire collective par les historiens, à commencer par François-Xavier Garneau, en même temps qu'un certain nombre d'utopies qui définissent, pour la collectivité tout entière, ce qui pourrait être un avenir. Alors là, on a dépassé les solidarités quotidiennes, on a même dépassé les organisations politiques, pour en arriver à se souvenir en commun et à s'interroger ensemble — puisque les utopies sont très variées, sont mêmes contradictoires, d'une certaine façon, les unes avec les autres — à s'interroger ensemble sur l'avenir collectif. À ce moment-là, on est parvenu, pour ainsi dire, à construire une référence ; ce qui, bien sûr, suppose des étapes antérieures, l'avènement d'institutions qui permettent ces constructions ainsi que la diffusion de cette référence : par exemple le système scolaire pour ce qui est de l'histoire, les partis politiques en ce qui concerne les idéologies.

Georges Leroux : Avant cet avènement des représentations au XIXe siècle, vous ne voyez pas une référence identifiable mais ce que vous appelez un sentiment national. Pour vous, et ça semble être quelque chose de très important, il n'y a pas de référence avant le XIXe siècle et même la moitié du XIXe siècle.

Fernand Dumont : Oui, parce que c'est l'achèvement. Mais j'ai voulu remonter au début pour montrer que cette construction n'a rien à voir avec ce que nous appelons, dans nos disciplines, des systèmes ; qu'il s'agit au contraire d'un cheminement plein d'ambiguïtés, de contradictions, où des groupes sont en lutte les uns avec les autres. C'est cette complexité que je voulais essayer de montrer. Par exemple : l'avènement de la nation, que je situe au XIXe siècle, et qui a été en concurrence avec l'avènement d'une conscience politique. 1791 marque la naissance du parlementarisme, un événement à mon avis très important, non seulement parce qu'il y aura des représentants du peuple dans une chambre d'assemblée, mais parce que dans un pays peu peuplé où la population est très dispersée, des gens vont se rencontrer périodiquement et pendant une certain temps à l'occasion des séances du Parlement. Ainsi vont-ils prendre conscience qu'ils sont de quelque façon les représentants d'une collectivité. Quelle collectivité ? Voilà la question. Au même moment, des gens, parfois les mêmes, écrivent dans des journaux — parce qu'avant d'avoir une littérature on a eu des journaux — et eux aussi, à l'occasion des débats parlementaires, seront forcément obligés de s'interroger sur cette collectivité à laquelle ils appartiennent, sur son avenir, etc. Quand on essaie de reconstituer toutes ces discussions, on s'aperçoit qu'elles sont très complexes, parfois même contradictoires. Prenons le cas du parlement de 1791 : on nous dit toujours, comme dans une sorte de mythologie, que c'est la première fois que l'usage du français a triomphé à la Chambre d'Assemblée. Mais ça n'a pas été simple. Plusieurs des défenseurs du français utilisaient des arguments comme celui-ci : en attendant que le peuple sache l'anglais, il

faudra bien, pour qu'il comprenne les lois, qu'on puisse légiférer en français. Vous voyez, c'est une recherche extrêmement pénible. D'autre part, ce que 1791 nous accordait, c'est un statut politique, et les leaders francophones voyaient dans cette constitution l'image de la communauté qu'on formait, c'est-à-dire une communauté *politique* qui regroupait anglophones et francophones. C'est par le fait que les anglophones ont voulu se distinguer de cette communauté politique que l'idée de nation, d'une nation francophone, s'est précisée, mais avec beaucoup de difficulté, d'autant plus que le régime français était vu comme une période extrêmement totalitaire, avec son roi absolu, etc. Donc, vous voyez, il y a une espèce de combat entre une conception politique de la collectivité et une conception nationale, et ce au moment même où en Europe se produit le mouvement des nationalités. Et puis on a eu du mal à interpréter le report au passé : le régime français, est-ce l'absolutisme ? Mais n'est-ce pas aussi le début de notre histoire ? C'est autour de débats aussi complexes qu'a pu émerger, finalement, un travail sur la référence que les historiens et les idéologues ont provisoirement compris, parce que d'une certaine manière, si on faisait une analyse semblable aujourd'hui, on retrouverait les mêmes difficultés.

La survivance

Georges Leroux : À quel moment, dans ce processus de construction de la référence, l'idée de survivance apparaît-elle vraiment comme la motivation parfaitement consciente de ce qu'il faut faire ?

Fernand Dumont : À mon avis, cela apparaît à partir d'un échec, c'est-à-dire au moment où l'on se rend compte que les hypothèses qu'on a envisagées, les utopies qu'on a fabriquées, sont irréalisables. La survivance n'est pas quelque chose, à mon sens, de positif ; c'est un pis-aller ou un résidu : ce qui reste des utopies quand elles ne fonctionnent pas ou sont impossibles à mettre en application. Maintenant, il faudrait faire l'histoire de cette survivance, puisque nous avons vécu ensuite pendant pratiquement un siècle sur cette thématique de la survivance. Nous et ce que l'on appelle, d'un mot plus ou moins bien choisi, les minorités francophones des autres provinces du Canada, les Acadiens notamment : on a tous vécu sur cette thématique de la survivance qu'il faudrait analyser en profondeur.

Georges Leroux : Mais il y a un contenu à cette vocation de survivance. La conscience nationale avait identifié la substance de ce qu'il fallait sauver, c'est-à-dire — et vous le dites bien, on le sait bien aussi — la langue et la religion. Dans les deux cas, il s'agissait de protéger un héritage précaire mais absolument nécessaire. Cette survivance-là, vous montrez qu'elle est très importante et qu'elle est quelque chose de stable. Ce qui étonne en effet sur la longue durée, c'est la stabilité de cette période-là...

Fernand Dumont : Oui. Ça n'apparaît pas encore suffisamment dans cet ouvrage. Si jamais j'écrivais la suite[1], c'est évidemment cela qui serait la question fondamentale : comment il se fait que cette référence centrée sur la survivance a pu durer si longtemps, malgré les bouleversements extraordinaires qu'a connus notre société à partir de la fin du XIXe siècle. Pensons à la grande hémorragie, à l'émigration vers les États-Unis, vers l'Ouest canadien ; à l'échec du Manitoba (qui devait être une autre province française) ; à la politicaillerie qui a duré si longtemps ; à l'industrialisation et l'urbanisation ; à l'échec, pour une large part, de la colonisation... Il est étonnant que pendant tout ce siècle qui va disons de la fin du XIXe siècle jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, la référence ait plus ou moins survécu à des transformations sociales aussi radicales. Mais c'est ça la survivance : le fait qu'il faut malgré tout garder son identité, même si on n'est plus du tout le même. Il y a là quelque chose de profondément tragique dont nous essayons péniblement de sortir. Et personnellement, je ne suis pas du tout certain que nous allons en sortir. Vous savez, si j'ai écrit ce livre, si je me suis intéressé à ce sujet, ce n'est pas comme on choisit un sujet parmi d'autres : c'est parce que cela me tourmentait personnellement. Pour moi, ce qui fait la raison d'appartenir à ce peuple-ci, de se solidariser avec lui, c'est le caractère extraordinairement tragique de son histoire, cette recherche pénible de soi. Je dirais probablement la même chose si j'étais acadien ; et l'on pourrait nommer bien d'autres peuples dans le monde qui se trouvent dans la même situation que nous.

Georges Leroux : Je voudrais vous entendre sur un mot qui revient souvent dans ce livre : le mot « destin », la conscience d'un destin. En quel sens peut-on parler d'un destin ?

Fernand Dumont : C'est que l'histoire — on entre dans des considérations un peu philosophiques — est d'abord un destin. Les hommes et les peuples se débattent avec ce destin, essaient de lui donner un sens, de montrer que, quelles que soient les épreuves qu'ils traversent ou qu'ils ont traversées, cela avait un sens et que peut-être, aussi, on peut tourner ça d'une manière positive. L'histoire du Québec est particulièrement — je dirais malheureusement — éclairante à cet égard. Le fait, par exemple, enfin c'est ma conviction, que l'origine de ce peuple-ci, c'est un avortement, c'est l'expression que j'emploie dans mon livre...

Georges Leroux : Oui, une expression terrible, qui fait frémir.

Fernand Dumont : Oui. Pourtant le fait que nos historiens, pendant longtemps, aient fait de cette origine une sorte de naissance quasi miraculeuse, cela montre que ce qui est un destin peut être récupéré, finalement, comme une sorte de mythe originaire ; que le destin peut être transformé en

vocation pour ainsi dire. On parlait il y a un instant de survivance ; je suis persuadé que les premiers hommes intelligents — Étienne Parent, par exemple, était sûrement un homme très intelligent — qui se sont interrogés au lendemain des rébellions de 1837, du rapport Durham, de l'Acte d'Union — une période donc particulièrement tragique — je suis persuadé que ces hommes se sont interrogés sur l'avenir. Parent se demande même à un certain moment s'il ne faut pas oublier notre caractère francophone, s'il ne faut pas se fondre avec les anglophones...

Georges Leroux : Il n'était pas seul, il y avait beaucoup de pression assimilationniste.

Fernand Dumont : Chez lui cela a été provisoire bien sûr ; mais, après, quelle solution entrevoit-il ? Lorsqu'il dit : « Dorénavant, tenons compte, avant tout, comme première préoccupation de notre nationalité... » : c'est là que commencent la survivance, le nationalisme qu'on a connu, l'idée qu'il faut se replier sur ce qui, dans le destin, peut nous rester comme vocation. Et puis d'autres, après lui, vont transformer ça en une espèce de privilège : c'est un privilège d'être un petit peuple catholique et français en Amérique du Nord, qui est si matérialiste, etc. Alors vous voyez la transmutation de ce qui était au départ manifestement un échec, en une espèce de vocation.

La fin de la référence traditionnelle

Georges Leroux : Il y a une chose qui m'a frappé dans votre ouvrage et avec laquelle je ne suis pas tout à fait certain d'être en accord. Vous dites que lorsque la référence va se fracturer, c'est-à-dire quand on arrive en gros à la période de la Révolution tranquille et que beaucoup de choses sont abandonnées, notamment la religion — vous dites : dans le fond ce n'est pas trop mal, parfois il faut une thérapie de choc. Il y aurait donc un caractère bienfaisant à l'abandon de ce vous appelez une « unanimité factice ». Est-ce que vous pesez bien vos mots quand vous dites ça ? Avez-vous vraiment le sentiment que l'unanimité religieuse dans la croyance, dans la ritualisation du temps, des saisons, des paroisses, des églises — qui est, me semble-t-il, la représentation que nous pouvons nous faire de ce qu'ont été ces années — croyez-vous vraiment que cette unanimité était une « unanimité factice » ?

Fernand Dumont : C'est que, voyez-vous, ce système s'est construit fatalement à l'écart, sous le mode de la défensive. Je dirais — et cela a l'air d'un paradoxe — qu'il n'a pas su dégager ses valeurs positives ; que ceux qui l'interprétaient et par conséquent diffusaient sa justification dans leurs discours, que ce soit en chaire, dans les discours politiques ou ailleurs, le présentaient toujours comme quelque chose à préserver, à conserver, à défendre, à isoler ; jamais, pour ainsi dire, on ne montrait ce qu'il y avait de

positif et de grand dans ces modes de vie. De sorte que lorsque les défenses vont céder, j'ai l'impression que les raisons d'être de ce qui avait auparavant été vécu étaient si peu enracinées (c'est dans ce sens-là qu'il faut prendre le mot factice) qu'elles seront emportées avec.

Georges Leroux : Oui, je comprends.

Fernand Dumont : Je reviens à ce que vous disiez tout à l'heure, au fait que cette rupture a quand même un côté bénéfique. En effet, et c'est de nous laisser, pour ainsi dire, devant nous-mêmes, devant des incertitudes profondes. L'assurance que pouvait donner à certaines élites le discours traditionnel est disparue ; le discours nouveau, que certaines élites, dites nouvelles, ont essayé d'élaborer à partir des années soixante, s'essouffle manifestement. C'est qu'au fond, beaucoup plus qu'en 1960, nous sommes maintenant devant une espèce de nudité de l'être collectif qui m'apparaît être quelque chose de positif. Il faut qu'un peuple, comme un individu, se trouve, à un certain moment de son histoire, devant cette espèce d'interrogation pour laquelle il n'y a plus de consolation à portée de la main.

Autour de *Raisons communes*

La Révolution tranquille

Georges Leroux : Venons-en maintenant à votre ouvrage qui s'intitule *Raisons communes*. Il y a un point de départ kantien dans cet ouvrage, un point de départ philosophique, puisque, en paraphrasant presque l'expression de Kant, vous dites : la Révolution tranquille est un projet inachevé. En quel sens trouvez-vous que c'est inachevé ?

Fernand Dumont : C'est inachevé, j'aurais presque envie de dire — peut-être que j'ai hésité avant d'écrire — avorté pour une part ; mais c'est ambigu...

Georges Leroux : Vous dites que ce n'est pas un échec.

Fernand Dumont : Non, ce n'est pas un échec en ce sens que, comme on le disait la dernière fois, il y a des moments dans l'histoire des peuples — ça se produit périodiquement — où il faut, pour ainsi dire, se retrouver devant les questions fondamentales de son destin, cesser d'entretenir des discours usés sur ce qu'on est, sur ce qu'on devrait être. Je pense que la Révolution tranquille a été moins la construction d'une société nouvelle qu'une période d'interrogation, avec toutes les contradictions que ça suppose et, aussi, avec tous les emprunts que ça suppose. Parce que l'une des choses qui me frappe à distance, c'est que lorsqu'on a voulu s'examiner à nouveau, quand on a voulu faire un trait sur le passé, sur le discours d'avant, et se demander : qu'est-ce que nous sommes au fond, plus profondément que ce que disait le discours antérieur ; eh bien, très curieusement, on a emprunté des discours étrangers. On a emprunté au marxisme, un peu aux théories de

la décolonisation, à Fanon ou à d'autres. C'est pourquoi je dis qu'on n'a pas construit de société nouvelle au cours de la Révolution tranquille, et que celle-ci a été plutôt une période d'interrogation où l'on aura cherché, encore une fois, à reformuler notre situation, mais souvent en collant sur notre réalité des discours qu'on a empruntés ici ou là, à l'extérieur. De sorte qu'au fond la question reste entière. Pour l'instant, nous sommes très préoccupés par la façon dont va se dérouler le prochain référendum, mais ce n'est qu'un aspect de la question. D'ailleurs, c'est curieux comme on a de la difficulté à faire de l'approche de ce référendum une sorte de mouvement social, dans un sens ou dans l'autre, peu importe. Les choses se sont pour ainsi dire réduites au bricolage politique, à une discussion entre des partis politiques.

L'impasse actuelle

Georges Leroux : Interprétez-vous cela d'abord comme un désabusement ou plutôt en fonction de votre relecture de l'histoire de la société québécoise, en ce sens que nous serions arrivés à un moment particulièrement crucial qui peut-être fait peur. Il y a quand même un risque de dissolution de l'identité en ce moment. La Révolution tranquille a été une grande période de construction économique et sociale, mais sur le plan de l'identité, vous venez de le dire, elle n'a pas permis peut-être la représentation qu'on en aurait attendue.

Fernand Dumont : Absolument. Je crois que nous sommes devant le désarroi. Personne ne le dit trop officiellement, personne n'ose l'avouer parce que, évidemment, comme discours, ça n'a pas beaucoup d'avenir et surtout ça ne peut pas être beaucoup détaillé. Mais je crois que nous sommes devant le désarroi, et ce désarroi gagne l'ensemble de notre société. De toute évidence, les élites des années soixante, celles qui ont fait la Révolution tranquille, qui ont essayé d'orienter notre société dans une certaine direction — dans une direction je dirais avant tout technocratique, qui a eu ses bons côtés évidemment — cette élite est fatiguée. Elle n'a d'autre discours que de défendre, en quelque sorte, l'entreprise dans laquelle elle s'est engagée ; elle ne représente plus, je crois, les inquiétudes, les désarrois de notre société, qui est confrontée au vide et à la menace — qu'on n'ose pas envisager en face — de sa disparition.

Critique de l'homme universel

Georges Leroux : Mais ce désarroi dont vous parlez ne s'expliquerait-il pas par le fait que la conscience nationale a désormais un interlocuteur au Québec, un vis-à-vis qui lui dit que cette nation n'est plus moderne et qu'il ne faut pas être national, qu'être national serait, en quelque sorte, un réflexe archaïque, le réflexe de l'enfance. Aujourd'hui, il faut être autre chose : transnational, universel, « l'homme universel », n'importe quoi sauf natio-

nal. Dans *Raisons communes*, vous montrez bien qu'il y a un piège dans cette abstraction. Quelle est votre critique de cet homme universel qu'on nous promeut de toutes parts ?

Fernand Dumont : Je crois qu'on se trouve, au fond, devant un phénomène qu'on pourrait encore mieux illustrer par des images relatives à la personnalité plutôt qu'à la nationalité. Notre situation collective — cette période de désarroi dont on parlait tantôt — me paraît analogue à celle d'un individu qui, prenant conscience qu'il avait vécu jusque-là de fausses justifications, récuse l'identité qu'il s'était construite, mais pour se retrouver devant une espèce de vide, devant la difficulté de se reconstruire. Au risque de répéter des lieux communs, je dirais que nous sommes un peuple qui a toujours été sous tutelle : de l'Empire français, qui ne s'est guère occupé de nous ; puis de l'Empire britannique ; enfin, de la Confédération qui a joué par rapport à nous un rôle de tutelle à peu près analogue. Quand on pense, par exemple, qu'il a fallu se battre pour obtenir le bilinguisme, qui n'est d'ailleurs pas encore accepté dans la fonction publique fédérale comme le répète le responsable dans son dernier rapport... Donc, nous avons toujours été sous tutelle ; ce qui nous a tantôt arrangés, tantôt désolés. Nous sommes passés continuellement d'une attitude à l'autre. Aujourd'hui, nous nous trouvons devant la nécessité de choisir et aussi devant la tentation d'emprunter, une fois de plus, des discours étrangers. Quand j'entends, par exemple, citer Habermas au sujet du sort du nationalisme : il ne faut plus être nationaliste, il faut une sorte de communauté de la citoyenneté, etc., je le comprends très bien ; si j'étais allemand, j'aurais quelques réticences, après avoir traversé le nazisme, à utiliser le langage du nationalisme. Mais comme je ne suis pas allemand, il me semble que je peux continuer d'utiliser un langage emprunté à ma propre situation. Je dirais que ce qu'il y a de plus tragique, c'est justement cette incapacité de nous créer un langage qui convienne à la situation où nous sommes. Par exemple, cette façon de céder à ce que j'appelle l'homme universel, c'est une façon de s'en tirer par le haut, de s'évader par la toiture en quelque sorte. En récusant le nationalisme traditionnel qui, évidemment, on est d'accord, ne nous convient plus comme langage, c'est comme si nous avions de la difficulté à le récuser pour notre propre compte, c'est-à-dire en réinventant nous-mêmes le langage qu'il nous faut. La tentation c'est d'emprunter quelque caution extérieure, de dire, par exemple : dorénavant nous allons construire une nation où il n'y aura plus de références ethniques. Nous sommes tous d'accord là-dessus : les francophones, au Québec, ne peuvent pas se réclamer sans réticences de descendance ethnique. Moi, j'ai beau dire — et la plupart de mes compatriotes sont dans ce cas — que mes ancêtres sont arrivés ici en 1663, je ne peux pas oublier que ma grand-mère paternelle était une immigrée. Il

n'est donc pas question de nation ethnique. Mais est-ce qu'il n'y a pas une nation culturelle ? Est-ce qu'on ne pourrait pas, au moins, envisager cette possibilité ? Qui n'est pas seulement une possibilité mais un héritage manifeste. Cette culture, qu'avons-nous décidé d'en faire, indépendamment de ce que les Allemands sont obligés de faire de leur propre histoire, de ce que les Français sont obligés de faire avec leurs immigrés ? Ce que je déplore, c'est cette incapacité que nous avons de retrouver la parole, c'est-à-dire la faculté d'analyser notre situation telle qu'elle se présente à nous. D'où la tentation de s'évader dans cet homme universel...

Georges Leroux : ... qui nous est présenté par le libéralisme ambiant, lequel, bien entendu, s'accommode parfaitement de l'individualisme. Autrement dit, il n'y a aucune requête collective dans cet homme universel... Vous identifiez trois défis : d'abord, faire face à ce que vous appelez la déculturation, reconstruire la culture ; ensuite, tenir compte de l'évolution de la démocratie sur le plan social en évitant l'exclusion ; enfin, construire une cité politique qui tienne compte du pluralisme qui est notre lot désormais. On pourrait peut-être commencer par dire un mot sur la question politique : comment envisagez-vous l'évolution politique ? Vous dites : nous sommes arrivés au moment où c'est la fin du malentendu ; nous comprenons que la Confédération est un échec politique et qu'il faut maintenant une construction politique.

Fernand Dumont : À mon avis, c'est un échec si l'on considère l'histoire. Au fond — et c'est l'idée que j'essaie de défendre — le Canada a été refondé. Les États ou même les nations sont refondés périodiquement ; nous nous trouvons, incidemment, devant la nécessité de nous refonder nous-mêmes, comme dans les années 1850. La question est de savoir si, dans le cas de la refondation du Canada, nous avons une place dans cette nouvelle fondation. Moi, j'essaie de dire non, et à mon avis la question se pose tout aussi bien du côté du Canada anglais. Est-ce que cette construction, qui est une sorte d'artifice (on ne construit pas des nations comme on construit des édifices), peut convenir même au Canada anglais ? J'espère qu'on se pose la question aussi de leur côté. Ce que moi j'appelle une culture gouvernementale, est-ce que ça suffit pour construire des pays ? En tout cas, il semble que ça ne suffise pas pour nous.

La maladie de notre culture

Georges Leroux : Passons maintenant au second défi que vous énoncez, celui de la culture. Vous montrez, dans les pages qui sont les plus tristes de votre livre, qu'on n'a pas su gérer l'héritage qui nous avait été légué, non seulement la langue mais les valeurs transmises par la religion, que nous avons pratiquement massacrées sans considérer ce qu'elles nous apportaient

sur le plan de la solidarité et du lien social. Cette déculturation que vous décrivez, est-ce qu'elle vous paraît irréversible ? On a un choc en vous lisant ; on voit que c'est avec beaucoup de tristesse que vous assistez à la désagrégation de la culture.

Fernand Dumont : Effectivement, c'est ce qui m'apparaît le plus tragique, et j'avoue ne pas avoir de réponse là-dessus, parce que la plupart du temps je me sens tout à fait désespéré. Il y a des causes récentes à cette situation et il y a des causes plus anciennes. Je cite, dans le chapitre sur la langue, un passage extraordinaire d'un article de Jules Fournier sur la langue qui date de 1912-1913. Fournier dit : vous aurez beau essayer de corriger le vocabulaire, etc., c'est l'arbre qui est pourri. Ce qu'il voulait dire, c'est que c'est la pensée qui est pourrie. Il faut se l'avouer (on se cache tellement de choses qu'on n'ose pas dire) : quand on déplore par exemple le fait que beaucoup de nos étudiants ne connaissent pas la langue, il ne faut pas se tromper, ce n'est pas l'orthographe ni même la syntaxe qui sont en cause, c'est l'organisation de la pensée. Il y a une sorte de maladie profonde de notre culture qui, historiquement, s'explique assez bien à mon avis. Quand nos ancêtres paysans sont venus à la ville pour travailler dans les industries, devant quoi se sont-ils retrouvés ? Devant ce que j'ai connu moi quand je travaillais à l'usine pendant mes vacances (ce n'est quand même pas au siècle passé) : des patrons qui parlaient anglais, le *boss* du département qui parlait une espèce de français bâtard, des machines dont toutes les indications étaient en anglais. Plusieurs de nos ancêtres — ce fut le cas de mon grand-père et, je pense, le cas de presque toutes nos familles — ont passé un bout de temps aux États-Unis comme immigrés puis sont revenus ici ; or, c'étaient souvent des gens sans aucune instruction, incapables d'assimiler toute cette diversité. C'est sûr que notre culture s'est trouvée dans un état pitoyable. Par ailleurs, il y a des causes récentes : par exemple, la réforme qu'on a faite de l'éducation n'a pas tenu compte de la situation que je viens de décrire. Lisez le rapport Parent : je trouve que c'est un bel ouvrage, mais le souvenir que j'ai du premier volume c'est *l'humanisme nouveau*, etc. ; c'est très joli mais on ne part pas de la situation dans laquelle nous nous trouvions effectivement et dans laquelle nous nous trouvons toujours.

Georges Leroux : Vous employez une expression assez tragique, vous parlez d'une langue de servitude.

Fernand Dumont : Oui, et je parle aussi d'une langue en exil. C'est un fait. On le sent bien, et même... nous, on sent bien que c'est une langue qui ne nous colle pas vraiment à la peau, qui manque un peu de spontanéité. Dieu sait si je ne méprise pas mon propre peuple quand je dis ça, mais je voudrais qu'on soit lucide. Quand vous entendez à une émission de télévision : il est arrivé un accident à Saint-Tite-des-Caps ; on interroge

quelqu'un pour qu'il raconte ce qui s'est passé ; la personne en question commence une phrase, qui est interrompue, elle en recommence une autre, etc. Ce n'est pas du mépris, évidemment, qu'il faut éprouver ; si on était vraiment solidaire du peuple auquel on appartient, on éprouverait une sorte de rage devant cet échec d'un système d'éducation sur lequel nous comptions.

Démocratie et transcendance

Georges Leroux : Cela nous amène à la question de la démocratie. Vous évoquez à la fin de votre ouvrage la notion d'une transcendance. Il s'agit bien entendu d'une transcendance morale. J'ai senti, en vous lisant, que ce que vous déploriez c'était le reflux du langage de la justice. On sent que là aussi vous éprouvez une grande perte. Il y a quelque chose du discours des années soixante qui s'est vraiment perdu pour vous.

Fernand Dumont : Oui, et ce qui m'étonne c'est la quasi-disparition, même dans la littérature sociologique, du problème des classes sociales. Ça m'étonne beaucoup parce que le problème a été très à la mode un temps ; on peut même se demander à distance si la préoccupation a été authentique ou si ce n'était pas une de ces importations périodiques dont nous sommes fervents.

Georges Leroux : Ça véhiculait la question de la justice justement...

Fernand Dumont : Oui, mais c'est très curieux qu'on n'en parle plus, alors que, sans invoquer les statistiques, la distance entre le haut et le bas de l'échelle sociale s'est accentuée depuis les années soixante. Non seulement on ne l'a pas réduite mais elle s'est accentuée. Pour ce qui est de la transcendance, je dois avouer que dans tout ce que j'écris — parce que je n'écris pas seulement sur le Québec — c'est la question essentielle qui me tourmente le plus, pour les sociétés comme pour les personnes. Le chapitre auquel j'accorde le plus d'importance dans ce livre, c'est l'avant-dernier, où j'essaie de rappeler que les institutions sociales — je prends l'exemple du droit, des idéologies, etc. — sont toujours à double versant : c'est-à-dire que, considérées sous un certain angle, ce sont des réalités, presque des objets comme les autres ; sous un autre versant, ce sont des annonces d'une sorte de transcendance, de dépassement des sociétés. C'est ce double mouvement — je ne sais plus si je fais ici de la philosophie ou de la sociologie et ça ne me préoccupe pas beaucoup — qu'il est capital de ne pas perdre de vue quand on veut poser un diagnostic sur une société. Il y a démocratie, à mon avis, non pas quand le versant de la transcendance prédomine sur l'autre, mais quand la dynamique, la tension, entre ces deux mouvements est perceptible et ressentie comme ce qui fait la vitalité de la Cité.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. NDLR : Cette suite à *Genèse de la société québécoise* devait s'intituler *L'avènement du Québec contemporain*. Fernand Dumont n'aura eu le temps d'en rédiger que le premier chapitre, qui a paru après sa mort sous le titre « Essor et déclin du Canada français » dans la revue qu'il avait fondée en 1960 avec Jean-Charles Falardeau, *Recherches sociographiques*, vol. 38, n° 3, 1997, p. 419-467.